

## Bureau du 24 avril 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-quatre avril à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

### Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente

THOMAS Gil, 1<sup>er</sup> Vice-président

MUTILLOD Christophe, 2<sup>ème</sup> Vice-président

CHESSEL Pascal, 3<sup>ème</sup> Vice-président

BERTHIER Marie-Pierre, 4<sup>ème</sup> Vice-présidente

DEAGE Joseph, 5<sup>ème</sup> Vice-présidente

COLOMER Gérard

### Absents/excusés :

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

LEI Josiane, Présidente CCPEVA

DENNE Jean-Claude

Secrétaire de séance : Gil THOMAS

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 17 avril 2024

Délibération affichée le :

Point n°7 – Demande de dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par un événement climatique ou géologique grave

---

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Président du SIAC, rapporteur, rappelle à l'assemblée que dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GeMAPI, notamment au titre de l'item 2 de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement, le SIAC peut intervenir sur la végétation rivulaire et les bois morts du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique lors d'opérations justifiant l'intérêt général (DIG) ou l'urgence.

En outre, Monsieur Gil THOMAS rappelle les délibérations transférant au SIAC la compétence GEMAPI à la carte par CCPEVA et CCHC pour leur partie de bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique à compter du 01/01/2024,

Monsieur Gil THOMAS expose que les dégâts occasionnés lors des crues de novembre et décembre 2023, ont nécessité des interventions en 2024, soit déjà exécutées soit en cours ou à venir.

En effet, à la suite des crues du 14 novembre 2023 et du 12 décembre 2023, le SIAC intervient sur plusieurs secteurs du bassin versant afin de rétablir les capacités d'écoulement des cours d'eau concernés par des obstructions et des dépôts de sédiments ou de bois et d'arbres tombés dans les secteurs à forts enjeux (présence d'habitation et d'infrastructures). Ces interventions ont pour but également d'éviter toute aggravation des risques lors d'un prochain épisode de crue.

Ces interventions portent sur :

- l'enlèvement des bois morts et arbres laissés par les crues à l'amont d'ouvrages et dans des zones à enjeux ;
- la gestion des sédiments dans le cadre d'opérations d'urgence encadrées par le plan de gestion sédimentaire dont la mise en œuvre a été autorisée par arrêté préfectoral.

Le SIAC a fait des demandes de travaux d'urgence sur quatre cours d'eau principaux du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique :

- La Dranse de Morzine ;
- La Dranse de la Manche ;
- La Dranse d'Abondance ;
- La Dranse aval (Basse Dranse).

La réalisation de ces opérations a été autorisée au titre de la procédure d'urgence (R-214-44 du Code de l'environnement) par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Savoie (DDT74) ou au titre de déclaration « loir sur l'eau » (Articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement)

La gestion des sédiments dans le cadre d'opérations d'urgence a été également encadrée par le plan de gestion sédimentaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique dont la mise en œuvre a été autorisée par arrêté préfectoral. Ce plan de gestion prévoit la possibilité de réaliser des interventions d'urgence en application notamment des articles 4 et 14 de l'arrêté DDT-0532 du 30 mars 2023 du plan de gestion sédimentaire.

L'urgence de ces travaux est due aux nombreux dégâts provoqués par les crues du 14 novembre et 12 décembre 2023 qui ont impacté fortement les berges et les capacités d'écoulement des cours d'eau dans des secteurs à forts enjeux humains (habitations, infrastructures...). Ces secteurs n'ont pas les capacités de subir, dans l'état après les crues de fin 2023, une nouvelle crue, notamment au printemps avec la fonte des neiges.

Les risques de débordements et d'obstruction des ouvrages transversaux par les bois morts, ainsi que de rupture d'embâcles ont été fortement aggravés. Il y a de nombreuses encoches d'érosion, des atterrissements importants de sédiments et la présence de bois morts qui limite le déplacement des sédiments. Il est urgent de remettre en état un lit fonctionnel avec toutes ces capacités d'écoulement afin d'éviter tout danger et aggravation des risques.

Ces travaux permettent de résoudre des problématiques de protection des biens et des personnes tout en respectant le fonctionnement du milieu naturel en rétablissant les écoulements initiaux et en minimisant le mieux possible les impacts environnementaux.

Les travaux sont en cours depuis le 20 décembre 2023 sur les différents secteurs concernés sur les cours d'eau précités (en 2023 en délégation, puis en transfert après le 01/01/2024).

Le montant des travaux engagés par le SIAC pour ces interventions d'urgence et de rétablissement des écoulements des cours d'eau est de 93 622 € HT.

Etant donné les dégâts occasionnés par les crues de fin 2023 sur l'ensemble du département de la Haute-Savoie, l'Etat et le Conseil Départemental de Haute-Savoie donnent la possibilité aux collectivités de demander des aides exceptionnelles, notamment dans le cadre de la mise en œuvre dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par un événement climatique ou géologique grave (DSEC - article L1613-6 du code général des collectivités territoriales – CGCT).

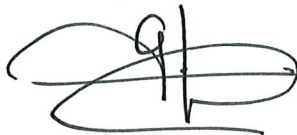
Il est donc proposé aux membres du Bureau du SIAC que le Syndicat sollicite les aides proposées par le Conseil Départemental de Haute-Savoie et par l'Etat, notamment la dotation DSEC.

**Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :**

- **AUTORISE** Mme la Présidente à solliciter la dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par un événement climatique ou géologique grave (DSEC) auprès de l'Etat et les compléments d'aides auprès des autres partenaires tels que le Conseil Départemental de la Haute-Savoie, pour financer les opérations décrites ci-avant,
- **AUTORISE** Mme la Présidente à réaliser toutes les démarches administratives nécessaires à l'obtention de cette dotation DSEC et des autres aides.

Le secrétaire de séance,

Gil THOMAS



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER



**Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*